

Les Echos

Les Français et la fiscalité du patrimoine

Sondage Elabe pour Les Echos

4 décembre 2025



Fiche technique

Etude ELABE réalisée pour Les Echos

INTERROGATION

- Echantillon de **1 000** personnes, représentatif des résidents de France métropolitaine âgés de 18 ans et plus.

CONSTITUTION DE L'ÉCHANTILLON

- La représentativité de l'échantillon a été assurée selon la **méthode des quotas** appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, profession, région et catégorie d'agglomération.

MODE DE RECUEIL ET DATES DE TERRAIN

- Interrogation par Internet du **2 au 3 décembre 2025**.

Notes sur les marges d'erreur

Pour un échantillon de 1 000 personnes, les marges d'erreur sont les suivantes avec un niveau de confiance de 95% :

Pour un pourcentage de :	La marge d'erreur est de :	Le résultat réel se situe dans une fourchette entre :
5	+/- 1,4	3.6 et 6.4
10	+/- 1,9	8.1 et 11.9
15	+/- 2,2	12.8 et 17.2
20	+/- 2,5	17.5 et 22.5
25	+/- 2,7	22.3 et 27.7
30	+/- 2,8	27.2 et 32.8
35	+/- 3	32 et 38
40	+/- 3	37 et 43
45	+/- 3,1	41.9 et 48.1
50	+/- 3,1	46.9 et 53.1
55	+/- 3,1	51.9 et 58.1
60	+/- 3	57 et 63
65	+/- 3	62 et 68
70	+/- 2,8	67.2 et 72.8
75	+/- 2,7	72.3 et 77.7
80	+/- 2,5	77.5 et 82.5
85	+/- 2,2	82.8 et 87.2
90	+/- 1,9	88.1 et 91.9
95	+/- 1,4	93.6 et 96.4

Exemple de lecture :

Pour un résultat observé de **25%**, il y a 95% de chances pour que le résultat réel soit compris entre **22,3%** et **27,7%**.

Principaux enseignements

A l'exception de l'IFI, les Français estiment que la fiscalité du patrimoine est trop élevée

Invités à se prononcer sur leur perception du niveau de neuf impôts et taxes, une majorité de Français interrogés par Elabe pour Les Echos juge *trop élevés* les droits de succession (71%), la taxe foncière (67%), les droits de donation (65%), la TVA (64%) et l'impôt sur le revenu (60%)

Une proportion moindre de Français partage ce jugement sur les impôts appliqués aux plus-values immobilières (50% *trop élevés*, contre 35% *au bon niveau*, 13% *pas assez élevés*), les impôts sur les loyers perçus (47%, 41%, 11%) et les impôts sur les placements financiers (46%, 38%, 14%).

A contrario, 44% des Français jugent que le niveau de l'IFI *n'est pas assez élevé*, 33% *au bon niveau*, contre 22% *trop élevé*.

On ne relève pas de différence significative selon la catégorie socioprofessionnelle ou la situation financière.

L'impôt sur le revenu est jugé *trop élevé* par les Français qui le paient (65%) mais aussi, certes dans une moindre mesure, par ceux qui n'y sont pas assujettis (53%).

L'appréciation du niveau de la fiscalité dépend avant tout de l'orientation politique :

- Les électeurs du Rassemblement national sont particulièrement nombreux à juger que le niveau de ces impôts et taxes est excessif (environ 10 points supérieur à la moyenne des Français)
- Les électeurs du NFP sont moins nombreux à les juger *trop élevés* (10 à 15 points de moins que la moyenne des Français), une majorité d'entre eux considère que l'IFI *n'est pas assez élevé* (68%) et sont partagés sur la fiscalité des loyers perçus (49% *bon niveau*), des placements financiers (37% *bon niveau*, 33% *pas assez élevé*, 28% *trop élevé*) et des plus-values immobilières (37%, 23%, 38%)
- Les électeurs d'Ensemble oscillent entre une fiscalité *au bon niveau* (loyers, produits financiers, IFI, TVA et plus-values immobilières) et un niveau *trop élevé* (successions, donations, taxe foncière, IR)

Au-delà de ces écarts, il est intéressant d'observer que les droits de succession sont la forme d'imposition qui est jugée la plus excessive au sein de tous les électorats (89% RN, 62% Ensemble, 58% NFP) et l'IFI la moins excessive (les électeurs du NFP et du RN pensent plutôt qu'il *n'est pas assez élevé*, les électeurs d'Ensemble *au bon niveau*).

La fiscalité du patrimoine est perçue par les Français comme incompréhensible, injuste et inefficace

Pour une large majorité de Français, la fiscalité du patrimoine *n'est pas lisible, pas facile à comprendre (79%), elle comprend trop d'exceptions, de niches fiscales (76%), elle n'est pas efficace pour encourager l'investissement et l'activité économique (76%), elle pousse certaines personnes à transférer leur patrimoine ou leur résidence fiscale à l'étranger (75%), elle ne contribue pas à réduire les inégalités (73%), elle n'est pas juste, chacun ne contribue pas de manière équitable à hauteur de son patrimoine (73%), elle n'est pas cohérente et ne traite pas de manière similaire les patrimoines comparables (69%) et n'est pas prévisible, elle ne permet pas d'anticiper facilement ce que l'on devra payer (62%)*.

Si le niveau de la fiscalité du patrimoine connaît des différences selon les électorats, ces critiques adressées sur le manque de lisibilité, d'équité et d'efficacité sont largement partagés et majoritaires dans tous les électorats.

Principaux enseignements

L'opinion favorable à une hausse de la fiscalité pour les hauts patrimoines et opposée à l'abaissement du plafond du livret A

Le Conseil des prélèvements obligatoires (CPO), qui dépend de la Cour des comptes, a publié un rapport proposant des mesures pour réformer la fiscalité du patrimoine en France. Sur 10 mesures testées, une majorité de Français est favorable à :

- Baisser les frais de notaire lors des achats immobiliers (85%)
- Créer un impôt pour les très hauts patrimoines, à taux modéré, qui s'appliquerait à l'ensemble de leur fortune personnelle (75%)
- Réduire le droit de partage de 2,5% à 1,1% (74%)
- Limiter certains avantages fiscaux lors de la transmission d'entreprises, en les réservant aux entreprises véritablement familiales, en exigeant des engagements plus longs et en réduisant le niveau d'exonération (74%)
- Imposer davantage les revenus conservés durablement dans des holdings contrôlées par un petit nombre de personnes (73%)
- Créer une contribution spécifique sur les très hauts patrimoines lors des successions ou donations (73%)
- Aligner davantage la fiscalité des locations meublées sur celle des locations nues (69%)
- Réduire le poids de la réserve héréditaire pour donner plus de liberté aux donateurs dans leur testament (63%)

Ces mesures sont largement approuvées au sein de tous les électors.

En revanche, plus de 6 Français sur 10 sont opposés à :

- Abaisser le plafond des livrets réglementés (comme le livret A) et imposer tout dépôt au-delà comme un placement financier (69%)
- Aligner la fiscalité des sommes transmises via assurance-vie sur les règles classiques des successions (62%)

L'abaissement du plafond des livrets réglementés rencontre une *opposition* majoritaire au sein de tous les électors (71% RN, 70% NFP, 69% Ensemble). L'alignement de la fiscalité de l'assurance-vie sur les règles classiques des successions est rejeté par les électors du RN (73%) et d'Ensemble (65%) tandis que les électors du NFP sont plus partagés (49% favorables, 49% opposés).

Elargir ou réduire l'assiette ? L'opinion a une légère préférence pour taxer moins de biens et placements avec des taux d'imposition plus élevés pour les hauts patrimoines

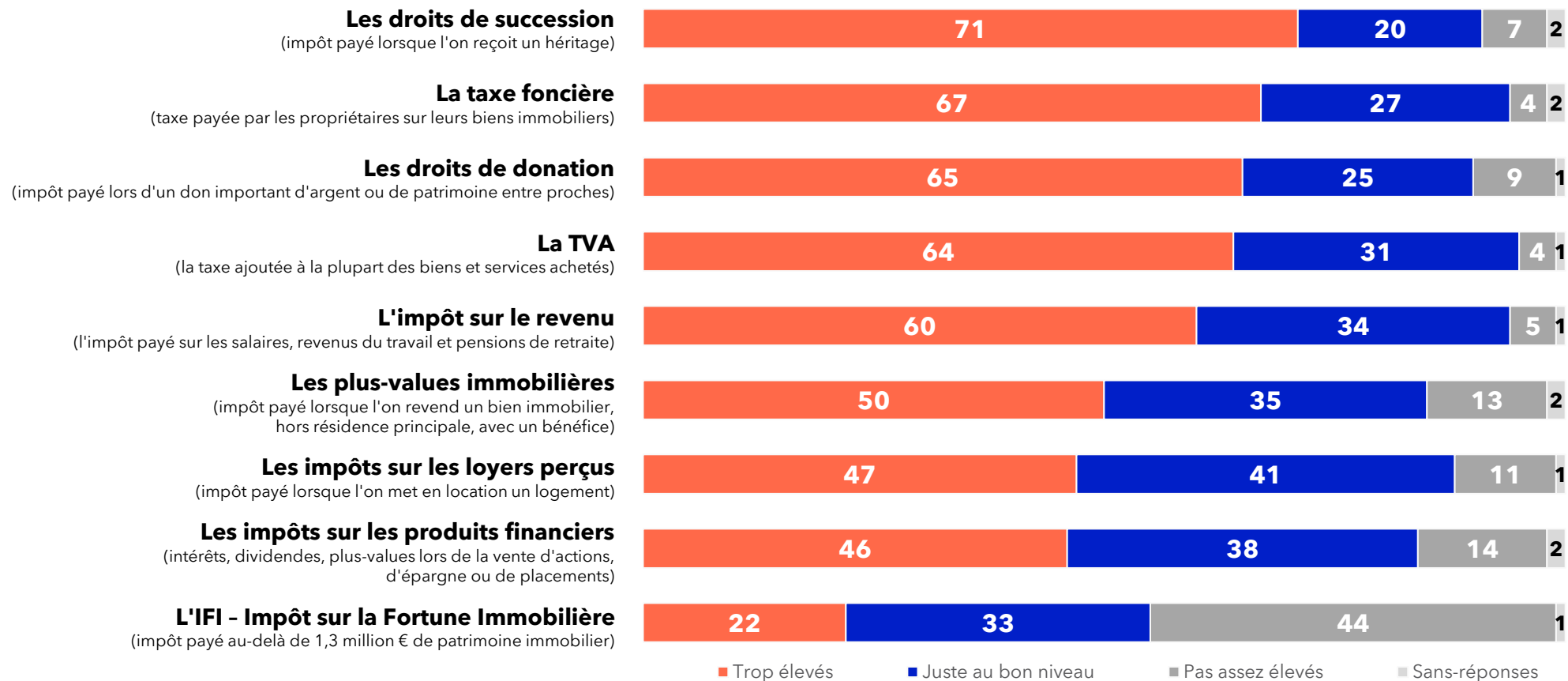
En matière de fiscalité du patrimoine, 46% des Français considèrent qu'il faudrait taxer moins de biens et placements (« réduire l'assiette ») mais avec des taux d'imposition plus élevés notamment pour les hauts patrimoines, contre 36% qu'il faudrait taxer un plus grand nombre de biens et placements (« élargir l'assiette »), mais avec des taux d'imposition plus faibles pour la plupart des ménages. 16% considèrent que la meilleure solution est de ne rien changer au système actuel.

D'un point de vue politique, une majorité (absolue ou relative) d'électors du NFP (58% réduire l'assiette), du RN (50% réduire, 34% élargir) et d'Ensemble (47%, 33%) privilégient une réduction de l'assiette tandis que les électors de droite préfèrent l'élargir (54%).

A l'exception de l'IFI, les Français estiment que la fiscalité du patrimoine est trop élevée

Pour chacun des impôts ou taxes suivants, diriez-vous qu'ils sont... ?

En % - Ensemble des Français

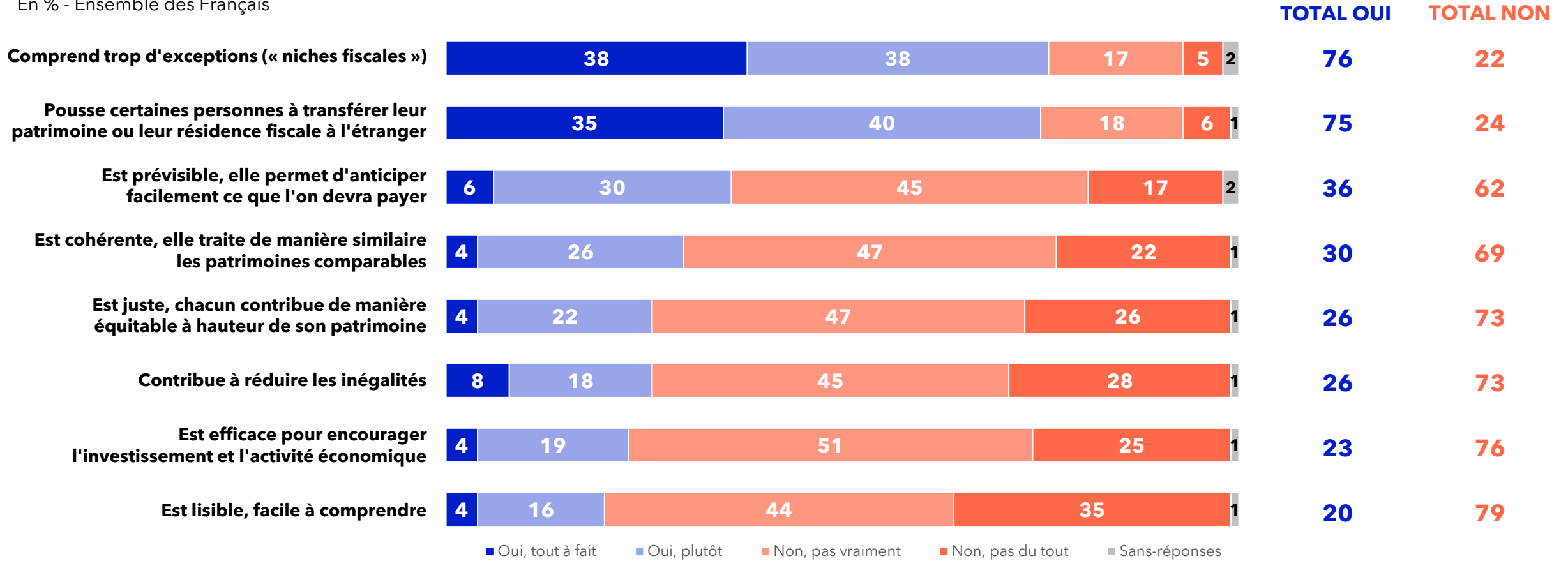


La fiscalité du patrimoine est perçue par les Français comme incompréhensible, injuste et inefficace

La fiscalité du patrimoine regroupe l'ensemble des impôts et prélèvements qui portent non pas sur les revenus courants (salaire, retraite...), mais sur la possession ou la transmission d'un patrimoine. Elle inclut notamment l'impôt sur la fortune immobilière (IFI), les taxes liées aux biens immobiliers (taxe foncière par exemple), ainsi que l'imposition des revenus et plus-values tirés de placements immobiliers (loyers perçus) ou financiers (intérêts, dividendes, plus-values lors de la vente d'actions...). Elle couvre aussi les droits de succession (héritage) et de donation (don important d'argent entre proches). En résumé, c'est l'ensemble des règles fiscales qui s'appliquent au fait de détenir, faire fructifier ou transmettre un patrimoine.

Diriez-vous que la fiscalité du patrimoine en France... ?

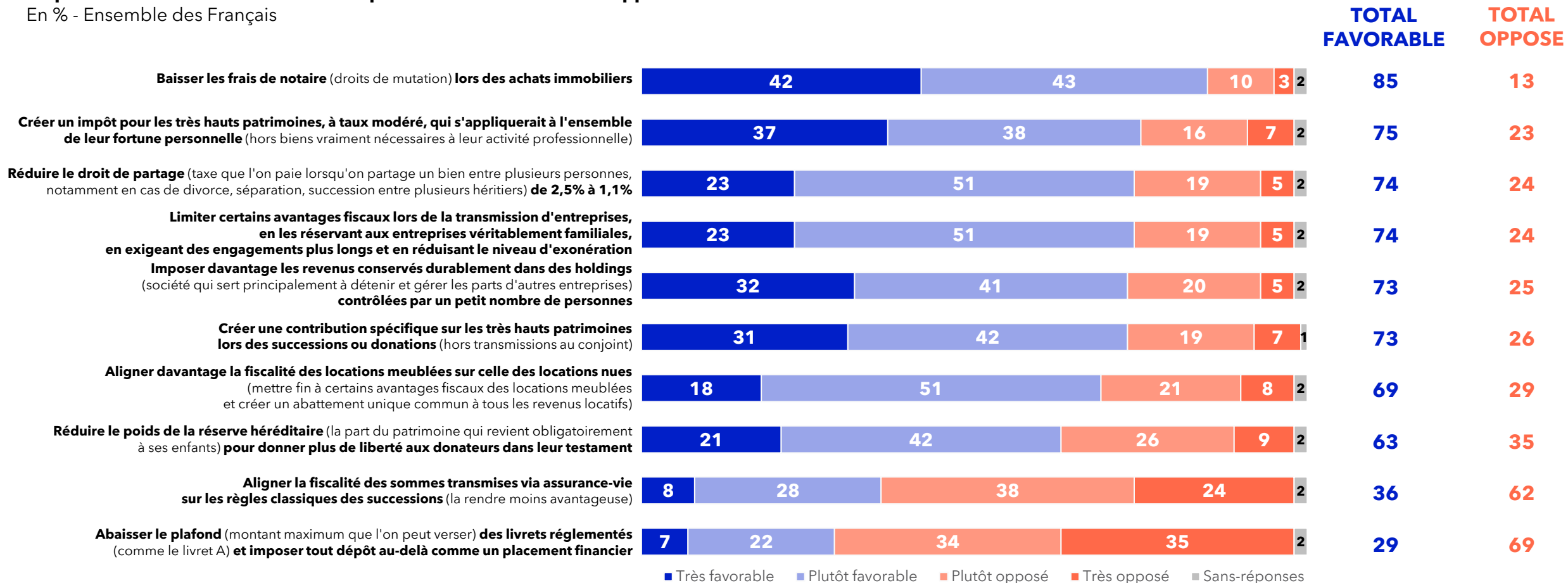
En % - Ensemble des Français



L'opinion favorable à une hausse de la fiscalité pour les hauts patrimoines et opposée à l'abaissement du plafond du livret A

Le Conseil des prélèvements obligatoires (CPO), qui dépend de la Cour des comptes, a publié un rapport proposant des mesures pour réformer la fiscalité du patrimoine en France. Diriez-vous que vous êtes favorable ou opposé à chacune de ces mesures ?

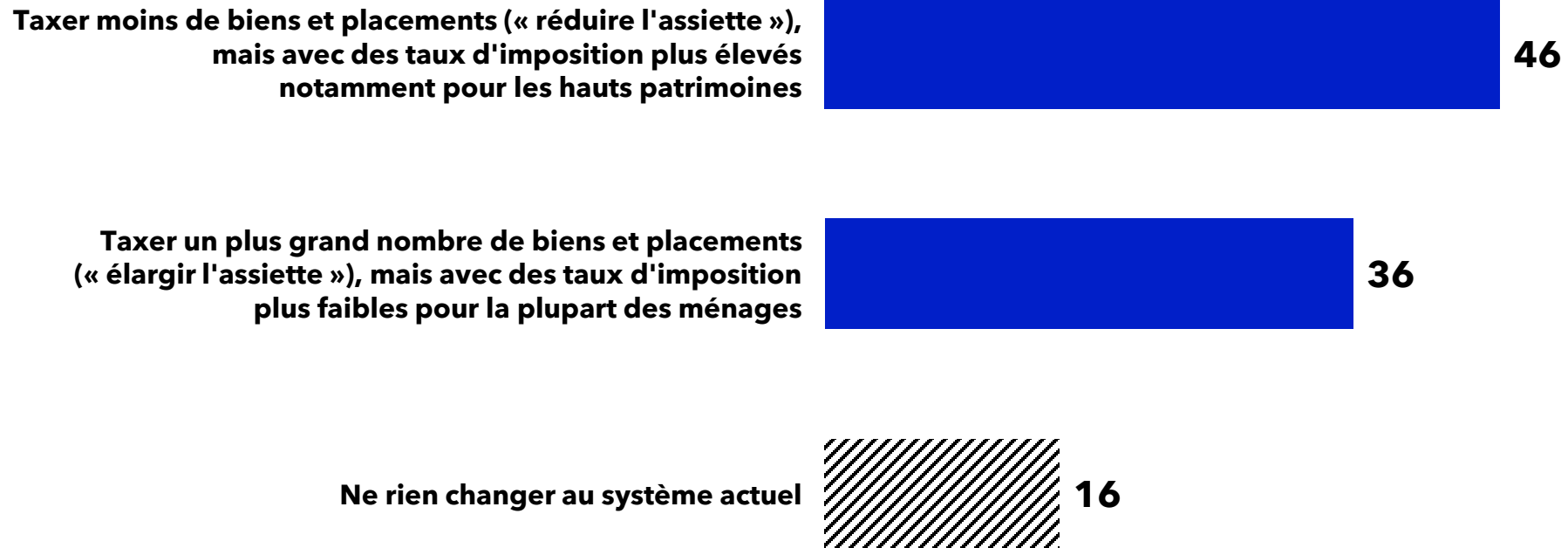
En % - Ensemble des Français



Elargir ou réduire l'assiette ? L'opinion a une légère préférence pour taxer moins de biens et placements avec des taux d'imposition plus élevés pour les hauts patrimoines

En matière de fiscalité du patrimoine, laquelle des orientations suivantes vous semble la meilleure ?

En % - Ensemble des Français



Sans-réponses : 2

Détail des résultats

Par catégories sociodémographiques et professionnelles

Pour chacun des impôts ou taxes suivants, diriez-vous qu'ils sont... ?

En % - Trop élevés	Les droits de succession	La taxe foncière	Les droits de donation	La TVA	L'impôt sur le revenu	Les plus-values immobilières	Les impôts sur les loyers perçus	Les impôts sur les produits financiers	L'IFI - Impôt sur la Fortune Immobilière
Total	71	67	65	64	60	50	47	46	22
SEXE DU REPENDANT									
Un homme	66	64	60	58	55	48	45	44	21
Une femme	76	69	69	70	65	52	48	47	24
AGE DU REPENDANT									
18-24 ans	56	51	43	56	55	45	42	37	28
25-34 ans	66	59	61	58	45	48	44	44	22
35-49 ans	76	69	66	69	61	53	53	47	26
50-64 ans	73	76	70	68	68	52	49	50	21
65 ans et plus	75	67	68	63	63	50	42	44	18
PROFESSION DU REPENDANT									
ACTIFS	71	67	65	64	60	51	47	46	22
Agric., artisan, comm.	64	55	67	52	58	51	47	41	26
CSP+	69	66	62	61	56	49	44	42	19
Cadres	67	68	65	60	59	56	48	42	24
Profession Intermédiaire	71	65	60	61	53	45	40	41	15
CSP-	73	70	67	69	64	52	51	51	24
Employé	70	68	65	64	61	46	43	51	26
Ouvrier	77	74	70	75	70	60	60	52	21
INACTIFS	72	66	64	65	60	50	46	45	23
Retraité	75	69	69	65	64	51	45	47	21
Autre inactif	66	59	54	63	53	47	47	40	27
CATEGORIE D'AGGLOMERATION									
Communes rurales	71	65	64	69	62	53	49	47	20
Communes urb. de province	72	68	65	64	60	50	46	46	21
De 2.000 à moins de 20.000 hab.	74	70	67	69	62	48	43	47	22
De 20.000 à moins de 100.000 hab.	74	69	67	66	57	55	48	44	20
100.000 hab. et plus	70	67	64	62	59	49	48	46	21
Agglomération parisienne	69	64	61	57	60	50	44	44	31
REGION DE RESIDENCE (UDA5)									
Région Parisienne	70	64	62	59	62	51	43	46	30
Province	72	67	65	66	60	51	47	45	21
Nord-Est	64	66	56	61	56	44	48	47	20
Nord-Ouest	73	66	66	65	61	50	41	43	22
Sud-Ouest	84	73	71	75	66	57	57	54	20
Sud Est	71	68	70	67	60	54	50	44	20

Détail des résultats

Par catégories politiques

Pour chacun des impôts ou taxes suivants, diriez-vous qu'ils sont... ?

En % - Trop élevés	Les droits de succession	La taxe foncière	Les droits de donation	La TVA	L'impôt sur le revenu	Les plus-values immobilières	Les impôts sur les loyers perçus	Les impôts sur les produits financiers	L'IFI - Impôt sur la Fortune Immobilière
Total	71	67	65	64	60	50	47	46	22
PREFERENCE PARTISANE									
TOTAL GAUCHE	59	57	51	57	48	38	35	30	12
La France insoumise (FI)	57	51	56	60	47	46	39	35	16
EELV / G.s	59	59	49	49	36	23	34	14	9
Le Parti Socialiste (PS)	70	66	56	59	56	45	35	36	10
TOTAL LREM ET ALLIES	55	58	47	45	40	33	35	30	13
La République en marche	49	59	44	39	48	34	40	32	14
TOTAL DROITE	73	63	68	52	62	50	43	46	23
Les Républicains	73	65	68	53	62	51	44	47	24
TOTAL RN/R!	88	82	78	80	75	64	61	62	28
Le Rassemblement National	87	81	77	81	74	63	60	63	27
Reconquête	89	86	83	73	76	65	72	49	26
SANS PREFERENCE PARTISANE	71	66	68	66	63	54	48	48	25
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (1ER TOUR)									
Jean-Luc MELENCHON	56	58	47	59	44	36	32	25	10
Yannick JADOT	72	69	62	67	55	48	47	25	10
Emmanuel MACRON	64	62	58	47	51	44	37	39	17
Valérie PECRESSE	72	58	65	54	62	46	49	51	25
Marine LE PEN	85	77	77	78	73	62	52	61	28
Eric ZEMMOUR	91	89	90	75	77	77	73	68	34
Abstention, vote blanc ou nul	73	71	68	70	67	55	57	52	28
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (2ND TOUR)									
Emmanuel MACRON	60	58	55	53	50	40	35	36	17
Marine LE PEN	86	78	78	76	72	61	55	56	25
Abstention, vote blanc ou nul	74	72	66	69	62	55	55	48	24
VOTE LEGISLATIVES 2024 (1ER TOUR)									
NFP (LFI, EELV, PS, PCF) / DVG	58	58	50	56	48	38	33	28	11
Ensemble (Renaissance, MoDem, Horizons, etc.)	62	53	56	40	49	36	32	36	15
LR, DVD, UDI	65	66	64	58	58	55	58	53	24
Rassemblement National et ses alliés	89	78	77	76	69	61	54	58	25
Abstention, B&N, Non inscrits	73	69	68	71	65	55	53	49	28

Détail des résultats

Par catégories sociodémographiques et professionnelles

Diriez-vous que la fiscalité du patrimoine en France... ?

En % - TOTAL OUI	Comprend trop d'exceptions (« niches fiscales »)	Pousse certaines personnes à transférer leur patrimoine ou leur résidence fiscale à l'étranger	Est prévisible, elle permet d'anticiper facilement ce que l'on devra payer	Est cohérente, elle traite de manière similaire les patrimoines comparables	Est juste, chacun contribue de manière équitable à hauteur de son patrimoine	Contribue à réduire les inégalités	Est efficace pour encourager l'investissement et l'activité économique	Est lisible, facile à comprendre
Total	76	75	36	30	26	26	23	20
SEXE DU REpondANT								
Un homme	76	75	37	34	30	27	28	21
Une femme	76	75	35	25	23	25	19	18
AGE DU REpondANT								
18-24 ans	68	63	44	39	39	31	32	31
25-34 ans	70	72	35	31	29	33	27	21
35-49 ans	74	76	42	33	28	32	27	26
50-64 ans	83	77	33	24	24	20	18	16
65 ans et plus	80	79	31	27	21	19	18	13
PROFESSION DU REpondANT								
ACTIFS	75	74	37	30	26	28	25	21
Agric., artisan, comm.	66	67	40	26	22	33	26	22
CSP+	76	76	38	30	24	24	21	19
Cadres	80	71	40	27	22	27	24	18
Profession Intermédiaire	75	78	37	32	24	23	19	19
CSP-	75	74	35	30	28	30	27	22
Employé	75	73	36	30	29	30	28	24
Ouvrier	75	75	32	31	28	30	26	20
INACTIFS	78	77	34	29	26	23	20	17
Retraité	80	78	33	28	23	19	17	13
Autre inactif	73	75	39	32	35	32	30	29
CATEGORIE D'AGGLOMERATION								
Communes rurales	78	79	34	27	23	26	20	18
Communes urb. de province	75	72	37	28	27	24	22	18
De 2.000 à moins de 20.000 hab.	73	71	35	26	25	25	22	15
De 20.000 à moins de 100.000 hab.	71	78	36	28	30	20	20	16
100.000 hab. et plus	78	70	39	29	26	25	23	21
Agglomération parisienne	78	81	34	39	29	34	30	25
REGION DE RESIDENCE (UDA5)								
Région Parisienne	78	80	33	38	28	33	30	25
Province	76	74	37	28	26	24	21	18
Nord-Est	72	69	41	28	31	26	22	19
Nord-Ouest	76	75	36	28	23	23	23	17
Sud-Ouest	76	80	39	28	30	28	26	27
Sud Est	79	76	33	27	22	22	17	16

Détail des résultats

Par catégories politiques

Diriez-vous que la fiscalité du patrimoine en France... ?

En % - TOTAL OUI	Comprend trop d'exceptions (« niches fiscales »)	Pousse certaines personnes à transférer leur patrimoine ou leur résidence fiscale à l'étranger	Est prévisible, elle permet d'anticiper facilement ce que l'on devra payer	Est cohérente, elle traite de manière similaire les patrimoines comparables	Est juste, chacun contribue de manière équitable à hauteur de son patrimoine	Contribue à réduire les inégalités	Est efficace pour encourager l'investissement et l'activité économique	Est lisible, facile à comprendre
Total	76	75	36	30	26	26	23	20
PREFERENCE PARTISANE								
TOTAL GAUCHE	79	71	46	34	35	34	35	27
La France insoumise (FI)	61	64	48	34	32	44	43	36
EELV / G.s	88	76	60	35	43	35	42	20
Le Parti Socialiste (PS)	93	74	33	32	29	20	23	20
TOTAL LREM ET ALLIES	85	81	41	36	30	31	27	25
La République en marche	87	81	35	39	35	39	31	28
TOTAL DROITE	77	82	39	40	30	37	27	25
Les Républicains	76	80	37	39	31	37	27	26
TOTAL RN/R!	75	78	25	23	21	21	13	15
Le Rassemblement National	76	78	26	25	23	22	14	16
Reconquête	72	81	31	20	21	18	14	4
SANS PREFERENCE PARTISANE	74	74	34	29	23	22	22	17
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (1ER TOUR)								
Jean-Luc MELENCHON	77	65	46	25	30	27	35	23
Yannick JADOT	89	89	47	33	24	32	23	17
Emmanuel MACRON	85	83	42	42	31	23	26	21
Valérie PECRESSE	84	90	31	35	32	45	21	20
Marine LE PEN	76	79	29	25	25	25	18	21
Eric ZEMMOUR	75	89	29	19	17	21	12	7
Abstention, vote blanc ou nul	69	67	30	23	25	25	19	18
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (2ND TOUR)								
Emmanuel MACRON	81	78	41	35	33	25	29	20
Marine LE PEN	76	81	31	26	24	24	16	18
Abstention, vote blanc ou nul	74	69	34	25	22	27	22	20
VOTE LEGISLATIVES 2024 (1ER TOUR)								
NFP (LFI, EELV, PS, PCF) / DVG	82	71	41	25	29	29	28	21
Ensemble (Renaissance, MoDem, Horizons, etc.)	88	86	40	44	33	28	23	19
LR, DVD, UDI	74	82	41	35	38	33	34	29
Rassemblement National et ses alliés	77	83	31	26	24	22	16	18
Abstention, B&N, Non inscrits	69	69	34	28	22	24	22	19

Détail des résultats

Par catégories sociodémographiques et professionnelles

Le Conseil des prélèvements obligatoires (CPO), qui dépend de la Cour des comptes, a publié un rapport proposant des mesures pour réformer la fiscalité du patrimoine en France. Diriez-vous que vous êtes favorable ou opposé à chacune de ces mesures ?

En % - TOTAL FAVORABLE	Baisser les frais de notaire (droits de mutation) lors des achats immobiliers	Créer un impôt pour les très hauts patrimoines, à taux modéré, qui s'appliquerait à l'ensemble de leur fortune personnelle (hors biens vraiment nécessaires à leur activité professionnelle)	Réduire le droit de partage (taxe que l'on paie lorsqu'on partage un bien entre plusieurs personnes, notamment en cas de divorce, séparation, succession entre plusieurs héritiers) de 2,5% à 1,1%	Limiter certains avantages fiscaux lors de la transmission d'entreprises, en réservant aux entreprises véritablement familiales, en exigeant des engagements plus longs et en réduisant le niveau d'exonération	Imposer davantage les revenus conservés durablement dans des holdings (société qui sert principalement à détenir et gérer les parts d'autres entreprises) contrôlées par un petit nombre de personnes	Créer une contribution spécifique sur les très hauts patrimoines lors des successions ou donations (hors transmissions au conjoint)	Aligner davantage la fiscalité des locations meublées sur celle des locations nues (mettre fin à certains avantages fiscaux des locations meublées et créer un abattement unique commun à tous les revenus locatifs)	Réduire le poids de la réserve héréditaire (la part du patrimoine qui revient obligatoirement à ses enfants) pour donner plus de liberté aux donateurs dans leur testament	Aligner la fiscalité des sommes transmises via assurance-vie sur les règles classiques des successions (la rendre moins avantageuse)	Abaisser le plafond (montant maximum que l'on peut verser) des livrets réglementés (comme le livret A) et imposer tout dépôt au-delà comme un placement financier
Total	85	75	74	74	73	73	69	63	36	29
SEXE DU REPENDANT										
Un homme	81	74	73	75	74	71	68	64	40	36
Une femme	88	77	74	72	72	74	71	64	34	24
AGE DU REPENDANT										
18-24 ans	72	68	68	58	56	53	55	54	43	42
25-34 ans	81	66	73	71	68	66	66	70	47	38
35-49 ans	84	80	74	77	73	76	66	64	44	35
50-64 ans	90	79	74	74	80	78	72	66	34	22
65 ans et plus	88	77	77	79	74	76	79	61	25	22
PROFESSION DU REPENDANT										
ACTIFS	85	74	74	72	73	72	67	65	41	32
Agric., artisan, comm.	78	61	69	58	45	49	55	64	47	18
CSP+	87	76	73	75	74	72	64	64	36	30
Cadres	86	74	69	72	73	71	61	64	37	32
Profession Intermédiaire	87	78	77	77	75	73	67	63	35	29
CSP-	84	73	74	73	76	75	72	64	45	34
Employé	80	73	74	74	75	75	73	57	44	37
Ouvrier	90	74	75	72	78	76	70	74	46	32
INACTIFS	85	79	73	75	73	73	72	62	31	27
Retraité	86	77	73	78	77	78	78	62	26	21
Autre inactif	83	81	73	69	64	64	61	64	41	39
CATÉGORIE D'AGGLOMERATION										
Communes rurales	82	77	71	71	71	73	66	63	32	30
Communes urb. de province	86	76	74	76	75	74	69	66	38	29
De 2.000 à moins de 20.000 hab.	83	72	75	74	66	72	60	60	39	26
De 20.000 à moins de 100.000 hab.	89	75	77	75	81	66	72	68	37	30
100.000 hab. et plus	87	79	72	77	77	74	68	68	38	30
Agglomération parisienne	84	73	75	70	71	70	75	55	37	31
RÉGION DE RESIDENCE (UDA5)										
Région Parisienne	84	73	74	70	71	70	73	57	39	31
Province	85	76	73	75	73	73	69	65	36	29
Nord-Est	79	74	71	72	68	72	66	60	31	35
Nord-Ouest	86	74	73	72	75	72	67	66	41	27
Sud-Ouest	89	80	65	70	69	77	67	61	39	25
Sud Est	89	78	79	81	78	75	74	69	36	28

Détail des résultats

Par catégories politiques

Le Conseil des prélèvements obligatoires (CPO), qui dépend de la Cour des comptes, a publié un rapport proposant des mesures pour réformer la fiscalité du patrimoine en France. Diriez-vous que vous êtes favorable ou opposé à chacune de ces mesures ?

En % - TOTAL FAVORABLE	Baisser les frais de notaire (droits de mutation) lors des achats immobiliers	Créer un impôt pour les très hauts patrimoines, à taux modéré, qui s'appliquerait à l'ensemble de leur fortune personnelle (hors biens vraiment nécessaires à leur activité professionnelle)	Réduire le droit de partage (taxe que l'on paie lorsqu'on partage un bien entre plusieurs personnes, notamment en cas de divorce, séparation, succession entre plusieurs héritiers) de 2,5% à 1,1%	Limiter certains avantages fiscaux lors de la transmission d'entreprises, en les réservant aux entreprises véritablement familiales, en exigeant des engagements plus longs et en réduisant le niveau d'exonération	Imposer davantage les revenus conservés durablement dans des holdings (société qui sert principalement à détenir et gérer les parts d'autres entreprises) contrôlées par un petit nombre de personnes	Créer une contribution spécifique sur les très hauts patrimoines lors des successions ou donations (hors transmissions au conjoint)	Aligner davantage la fiscalité des locations meublées sur celle des locations nues (mettre fin à certains avantages fiscaux des locations meublées et créer un abattement unique commun à tous les revenus locatifs)	Réduire le poids de la réserve héréditaire (la part du patrimoine qui revient obligatoirement à ses enfants) pour donner plus de liberté aux donateurs dans leur testament	Aligner la fiscalité des sommes transmises via assurance-vie sur les règles classiques des successions (la rendre moins avantageuse)	Abaisser le plafond (montant maximum que l'on peut verser) des livrets réglementés (comme le livret A) et imposer tout dépôt au-delà comme un placement financier
Total	85	75	74	74	73	73	69	63	36	29
PREFERENCE PARTISANE										
TOTAL GAUCHE	79	85	72	78	84	88	80	68	53	40
La France insoumise (FI)	76	80	72	67	82	88	77	67	52	47
EELV / G.s	81	94	76	95	93	91	80	76	69	33
Le Parti Socialiste (PS)	82	85	69	81	78	86	84	69	43	36
TOTAL LREM ET ALLIES	91	85	85	77	88	83	82	61	38	34
La République en marche	89	88	82	75	91	91	85	65	42	39
TOTAL DROITE	89	68	72	69	65	70	74	65	20	20
Les Républicains	92	71	75	70	66	72	76	67	20	21
TOTAL RN/R!	86	64	72	72	66	57	61	61	31	28
Le Rassemblement National	86	68	69	71	67	59	64	59	33	27
Reconquête	88	46	94	62	43	57	49	92	19	35
SANS PREFERENCE PARTISANE	85	75	72	73	69	70	66	62	35	25
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (1ER TOUR)										
Jean-Luc MELENCHON	80	85	78	75	83	86	83	65	51	33
Yannick JADOT	95	92	70	90	89	93	81	90	46	25
Emmanuel MACRON	90	82	80	82	83	83	87	68	37	33
Valérie PECRESSE	93	67	77	68	71	66	71	52	14	8
Marine LE PEN	84	72	67	65	67	65	63	65	28	29
Eric ZEMMOUR	91	46	85	75	60	55	54	63	22	22
Abstention, vote blanc ou nul	82	73	68	71	66	65	61	57	37	29
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (2ND TOUR)										
Emmanuel MACRON	88	85	77	81	83	84	84	69	39	33
Marine LE PEN	86	69	73	71	69	67	61	66	27	26
Abstention, vote blanc ou nul	83	73	71	70	67	67	64	56	40	26
VOTE LEGISLATIVES 2024 (1ER TOUR)										
NFP (LFI, EELV, PS, PCF) / DVG	84	88	74	79	85	91	81	64	49	28
Ensemble (Renaissance, MoDem, Horizons, etc.)	90	86	75	79	82	82	83	65	35	31
LR, DVD, UDI	92	71	74	74	64	65	79	61	37	27
Rassemblement National et ses alliés	87	67	74	72	70	68	66	66	26	28
Abstention, B&N, Non inscrits	81	72	72	70	68	65	60	63	38	31

Détail des résultats

Par catégories sociodémographiques et professionnelles

En matière de fiscalité du patrimoine, laquelle des orientations suivantes vous semble la meilleure ?

En %	Taxer un plus grand nombre de biens et placements (« élargir l'assiette »), mais avec des taux d'imposition plus faibles pour la plupart des ménages	Taxer moins de biens et placements (« réduire l'assiette »), mais avec des taux d'imposition plus élevés notamment pour les hauts patrimoines	Ne rien changer au système actuel	Sans-réponses
Total	36	46	16	2
SEXE DU REpondANT				
Un homme	38	45	15	2
Une femme	33	48	16	3
AGE DU REpondANT				
18-24 ans	32	50	16	2
25-34 ans	35	41	21	3
35-49 ans	34	53	12	1
50-64 ans	38	44	16	2
65 ans et plus	37	44	15	4
PROFESSION DU REpondANT				
ACTIFS	37	47	14	2
Agric., artisan, comm.	32	44	18	6
CSP+	35	51	14	0
Cadres	35	57	7	1
Profession Intermédiaire	35	47	18	0
CSP-	39	45	14	2
Employé	34	51	12	3
Ouvrier	45	37	16	2
INACTIFS	34	45	18	3
Retraité	35	44	17	4
Autre inactif	34	46	19	1
CATEGORIE D'AGGLOMERATION				
Communes rurales	30	49	16	5
Communes urb. de province	37	47	14	2
De 2.000 à moins de 20.000 hab.	29	50	16	5
De 20.000 à moins de 100.000 hab.	43	44	11	2
100.000 hab. et plus	39	46	14	1
Agglomération parisienne	37	42	20	1
REGION DE RESIDENCE (UDA5)				
Région Parisienne	36	43	20	1
Province	36	47	14	3
Nord-Est	36	44	17	3
Nord-Ouest	38	44	16	2
Sud-Ouest	35	47	14	4
Sud Est	33	53	11	3

Détail des résultats

Par catégories politiques

En matière de fiscalité du patrimoine, laquelle des orientations suivantes vous semble la meilleure ?

En %	Taxer un plus grand nombre de biens et placements (« élargir l'assiette »), mais avec des taux d'imposition plus faibles pour la plupart des ménages	Taxer moins de biens et placements (« réduire l'assiette »), mais avec des taux d'imposition plus élevés notamment pour les hauts patrimoines	Ne rien changer au système actuel	Sans-réponses
Total	36	46	16	2
PREFERENCE PARTISANE				
TOTAL GAUCHE	34	54	11	1
La France insoumise (FI)	36	42	22	0
EELV / G.s	31	67	2	0
Le Parti Socialiste (PS)	33	58	7	2
TOTAL LREM ET ALLIES	40	45	15	0
La République en marche	39	40	21	0
TOTAL DROITE	47	33	17	3
Les Républicains	46	34	16	4
TOTAL RN/R!	34	50	15	1
Le Rassemblement National	36	48	15	1
Reconquête	38	50	12	0
SANS PREFERENCE PARTISANE	35	42	18	5
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (1ER TOUR)				
Jean-Luc MELENCHON	37	51	10	2
Yannick JADOT	31	62	7	0
Emmanuel MACRON	38	45	17	0
Valérie PECRESSE	47	42	4	7
Marine LE PEN	32	48	17	3
Eric ZEMMOUR	46	28	26	0
Abstention, vote blanc ou nul	32	46	19	3
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (2ND TOUR)				
Emmanuel MACRON	35	49	15	1
Marine LE PEN	35	44	18	3
Abstention, vote blanc ou nul	36	47	15	2
VOTE LEGISLATIVES 2024 (1ER TOUR)				
NFP (LFI, EELV, PS, PCF) / DVG	31	58	9	2
Ensemble (Renaissance, MoDem, Horizons, etc.)	33	47	19	1
LR, DVD, UDI	54	31	13	2
Rassemblement National et ses alliés	34	50	14	2
Abstention, B&N, Non inscrits	35	42	19	4

Sondage Elabe pour Les Echos

11 rue de Rouvray
92200 Neuilly sur Seine / FR
Tél. +33 (0)1 57 64 01 60
@elabe_fr
www.elabe.fr

